



HAL
open science

Indonésie. Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces

Gabriel Facal

► **To cite this version:**

Gabriel Facal. Indonésie. Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces. Gabriel Facal; Jérôme Samuel. L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, pp.216 - 241, 2023, Asie du Sud-Est, 9782355960741. 10.4000/books.irasec.6681 . hal-04184661

HAL Id: hal-04184661

<https://hal.science/hal-04184661>

Submitted on 22 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.)

L'Asie du Sud-Est 2023 : bilan, enjeux et perspectives

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Indonésie

Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces

Indonesia - Increased international projection, persistent internal tug-of-war

Gabriel Facal

DOI : 10.4000/books.irasec.6681

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Lieu d'édition : Bangkok

Année d'édition : 2023

Date de mise en ligne : 27 mars 2023

Collection : Asie du Sud-Est

EAN électronique : 9782355960741



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

FACAL, Gabriel. *Indonésie : Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces* In : *L'Asie du Sud-Est 2023 : bilan, enjeux et perspectives* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2023 (généré le 16 mai 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irasec/6681>>. ISBN : 9782355960741. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.irasec.6681>.

Indonésie

Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces

Gabriel Facal

Portée par l'élan que procure l'atténuation progressive des effets de la pandémie sur les plans sanitaires et économiques, et dynamisée par ses mandats de représentation internationale (G20, et ASEAN en 2023), l'Indonésie est aussi dans une période d'ébullition préélectorale, avec les élections présidentielle et législatives qui se profilent à l'horizon 2024. Alors que les coalitions s'organisent, le soutien de la population au gouvernement reste significatif, surtout au sein des classes moyennes supérieures, grâce à un relatif amortissement des effets de la crise économique mondiale. Le gouvernement est toutefois confronté aux critiques des segments progressistes pour avoir contribué à l'érosion de certaines institutions garantissant la participation démocratique¹. La dégradation environnementale continue de s'aggraver et ne trouve pas d'issue dans le modèle développementaliste en cours.

Des mandats internationaux (G20 et ASEAN) soumis à de fortes instabilités

L'Indonésie traverse une période importante pour l'accroissement de son rôle sur la scène internationale, avec deux mandats d'envergure sur les années 2021-2023. Le

¹ Marcus Mietzner, 2018, « Fighting Illiberalism with Illiberalism: Islamic Populist and Democratic Deconsolidation in Indonesia », *Pacific Affairs*, vol. 21, n° 2 ; Fairuz Artta, Azka Abdi Amrullo, Moch Edward Trias Pahlevi, 2020, « The democratic decline in Indonesia under Covid-19 pandemic », *Jurnal Wacana Politik*, vol. 5, n° 2, octobre, p. 99-110.

1^{er} décembre 2021, le pays avait pris la présidence du G20 et il l'a exercée jusqu'au 30 novembre 2022. L'archipel se prépare à la présidence de l'ASEAN pour 2023.

Des leviers pour maintenir une position de neutralité « libre et active »

Si le président indonésien a pleinement mobilisé les fonctions de ses mandats, face à la guerre en Ukraine, la position de Joko Widodo (« Jokowi ») est limitée par les partenariats économiques du pays ainsi que par la méfiance d'une partie de la population envers le bloc occidental. Le 2 mars, l'Indonésie a appelé au retrait des forces russes en votant la résolution onusienne et, fin juin, le chef d'État indonésien a utilisé sa présidence du G20 pour se présenter en médiateur, rencontrant successivement les présidents Zelensky et Poutine². Jokowi a mis en avant la neutralité de l'Indonésie et proposé d'être un « canal de communication » entre les deux dirigeants. Le lendemain, lors d'une session du G7, il a mis l'accent sur la crise alimentaire et énergétique liée à la guerre en Ukraine et a exhorté les pays membres à exempter les denrées alimentaires et les engrais des sanctions exercées contre la Russie. Il en a profité pour inviter ses interlocuteurs à investir dans le secteur de l'« énergie propre » en Indonésie.

En juillet, Bali a accueilli diverses réunions ministérielles des pays du G20. Les organisateurs craignaient que certains ministres des Affaires étrangères ne boycottent la réunion en raison de la présence de leur homologue russe Sergei Lavrov, tandis que la réunion des ministres des Finances s'est terminée sans communiqué officiel du fait des divisions liées à la guerre en Ukraine. Les membres se sont toutefois accordés pour prendre des mesures contre l'inflation et le risque de pénurie alimentaire³.

Fin juillet, Jokowi a effectué une tournée en Asie orientale, rencontrant le chef d'État chinois Xi Jinping, puis le Premier ministre japonais Fumio Kishida et enfin le président sud-coréen Yoon Suk-yeol. Ces visites étaient motivées par le renforcement des partenariats en termes de commerce et d'investissement (13 milliards \$ US de promesses d'investissement obtenues au total) et par le renouvellement du

² Erwida Maulia, « Indomie diplomacy: How inflation drove Jokowi to Kyiv and Moscow », *Nikkei Asia*, 5 juillet 2022.

³ Vincent Fabian Thomas, « G20 finance chiefs agree to battle food insecurity, funding for vulnerable countries », *The Jakarta Post*, 18 juillet 2022.

soutien de ces pays à l'organisation du sommet du G20⁴, prévu à Bali les 15 et 16 novembre. Le Sommet, qui avait pour thème « *Recover Together, Recover Stronger* », ambitionnait de positionner le groupe du G20 comme une force motrice pour le redressement postpandémique mondial. Trois axes furent tracés pour atteindre cet objectif : le « renforcement de l'architecture de santé mondiale », la « transformation numérique » et la « transition énergétique », avec une vision surtout économique-centrée, accompagnée par les vœux de l'Indonésie d'adopter une démarche inclusive des pays émergents et des populations vulnérables⁵. Le Sommet a également placé l'emphase sur le thème de la sécurité, en Ukraine, mais aussi en Indo-Pacifique, les présidents Biden et Xi se mettant « d'accord sur leurs désaccords »⁶. La Maison Blanche a publié pendant le G20 quantité de documents prévoyant de « renforcer le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Indonésie » via l'aide militaire sous la forme de livraisons de drones, de projets d'entraînement des pilotes de l'armée de l'air indonésienne ainsi que des personnels de sa marine militaire.

Enfin, le Sommet de l'APEC de Bangkok des 18-19 novembre a donné la possibilité à Jokowi de mettre en avant les thèmes de la transformation numérique et de l'« économie verte » (dans le domaine du traitement des déchets, de l'énergie et des cultures de plantation), bien que les efforts pour atteindre les objectifs de ce concept, plus commercial qu'environnemental, restent sous-dimensionnés⁷.

Une voie du milieu de plus en plus difficile à tenir

Par contraste avec une position conciliante dans ses fonctions médiatrices, l'Indonésie s'est montrée plus ferme pour défendre ses intérêts souverains. Lors de la conférence d'examen du traité de non-prolifération nucléaire à New York (1^{er} août), elle a proposé qu'un organisme des Nations unies mette en place un contrôle des

⁴ Sebastian Strangio, « Indonesia's Jokowi Embarks on East Asian Tour Ahead of G-20 Summit », *The Diplomat*, 26 juillet 2022.

⁵ Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia, "Indonesia Promotes Spirit to Recover Together in the 2022 G20 Presidency", 1^{er} octobre 2022.

⁶ François Bougon, « À Bali, Biden et Xi se mettent d'accord pour régler leurs désaccords », *Mediapart*, 15 novembre 2022.

⁷ *NDC Partnership Support Unit*, Indonesia's new green recovery roadmap sets a framework for low-carbon, climate-resilient economic growth and job creation, 31 octobre 2021, <https://ndcpartnership.org/news/indonesia%E2%80%99s-new-green-recovery-roadmap-sets-framework-low-carbon-climate-resilient-economic>.

sous-marins à propulsion nucléaire achetés par l'Australie dans le cadre de l'accord AUKUS (États-Unis, Royaume Uni, Australie, 15 sept. 2021). L'Indonésie, à l'instar de la Malaisie, avait exprimé dès le début de la crise en septembre 2021 ses inquiétudes quant à l'acquisition de ces sous-marins qui traverseront probablement ses eaux. Alors que l'Australie construit sur ses côtes une base sous-marine nucléaire et qu'elle dit craindre la volonté des Chinois d'édifier des bases navales sur le territoire des îles Salomon (malgré la cosignature du gouvernement des îles Salomon d'un accord avec les États-Unis et des États du Pacifique en octobre), le positionnement de neutralité et de médiation de l'Indonésie se complique un peu plus en 2022.

Début août, l'Indonésie et les États-Unis ont organisé leur exercice militaire conjoint annuel « Garuda Shield » sur l'île de Sumatra, pour la plus importante édition depuis sa création en 2007. En 2021, le ministre des Affaires maritimes, Luhut Binsar Panjaitan, poussait au rapprochement avec le géant chinois, et face aux avances des États-Unis pour accroître leurs investissements, il affirmait la volonté du pays d'être une force d'équilibre entre le Nord-Américain et la Chine⁸. Par contraste en 2022, pour la première fois, la semaine précédant ce « Super Garuda Shield » et au lendemain de la visite du chef d'état-major de l'armée américaine, Jakarta a reconnu publiquement la menace que constituent les revendications chinoises sur la mer de Chine du Sud. Si certains segments au sein de l'armée poussent à un renforcement des relations avec les États-Unis, il n'est toutefois pas possible d'affirmer que l'Indonésie en devient une alliée⁹ : la tiédeur de Jakarta pour commenter l'escalade des tensions entre la Chine et Taïwan le confirme, ainsi que le rejet d'une motion des Nations unies condamnant la Chine pour son irrespect des droits humains. Lors de la 77^e assemblée générale des Nations unies à New York, la ministre des Affaires étrangères, Retno Marsudi, a proclamé que son pays « refusait d'être un pion dans une nouvelle guerre froide » et a critiqué ouvertement les minilatéralismes de type QUAD (accord entre les États-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon) et leurs ambitions stratégiques « aliénantes » pour les pays tiers¹⁰.

⁸ Suharto, « Indonesia a balancing force between China, US: minister », *Antara*, 15 décembre 2021.

⁹ Anda Djoehana Wiradikarta, « “Super Garuda Shield” : l'Indonésie est-elle en train de devenir une alliée des États-Unis ? », *Asialyst*, 10 septembre 2022.

¹⁰ « Statement by Minister for Foreign Affairs of the Republic of Indonesia », General Debate of the 77th Session of the UN General Assembly New York, 26 septembre 2022, <https://kemlu.go.id/portal/en/read/4018/pidato/statement-by-minister-for-foreign-affairs-of-the-republic-of-indonesia-at-the-general-debate-of-the-77th-session-of-the-un-general-assembly-new-york-26-september-2022>.

Pour limiter la dépendance induite par ses partenariats et pour garantir sa position de neutralité (fidèle en ce sens au non-alignement qu'elle revendique depuis 1961), l'Indonésie dispose de plusieurs leviers par le jeu des latéralismes. Tout d'abord par son rôle croissant au sein de l'ASEAN, avec en ligne de mire la présidence de l'organisation en 2023. Promouvant l'Association comme un « épice centre de croissance », elle concentre ses propositions économiques auprès de ses partenaires aséaniens sur les volets qui l'intéressent prioritairement : économie numérique, recherche en science et technologie, reprise du tourisme. Elle est aussi à l'initiative sur le plan politique, avec un agenda international où la démocratie et les droits de l'homme tiennent une place centrale, par exemple sur la question du Myanmar. Tout en s'efforçant de poursuivre le dialogue avec la junte, elle a exhorté ses homologues à faire front uni pour réclamer l'arrêt immédiat des violences contre la population, envoyer une délégation médiatrice, et dispenser une aide humanitaire.

L'Europe, cinquième partenaire commercial de Jakarta, voit en l'Indonésie un acteur central des accords en Indo-Pacifique pour les relations économiques, politiques et de défense. Pour autant, les négociations autour d'un accord de libre-échange (des limitations des barrières tarifaires à l'exportation – exemption de taxes sur 30 % des volumes exportés – étant déjà en place) n'ont pas été reprises depuis 2021, le dossier de l'huile de palme étant l'un de ceux qui pèsent sur les exigences de soutenabilité de l'Union européenne.

Affaires domestiques : les ressorts fragiles du gouvernement pour affermir la confiance sociale

Course électorale : cap 2024

Par contraste avec avril 2019, qui avait vu la tenue d'immenses élections conjointes (sauf la présidentielle), les élections programmées en 2024 se tiendront à deux périodes éloignées de plusieurs mois, avec la présidentielle (ainsi que les élections législatives et sénatoriales) le 14 février, et les scrutins régionaux des gouverneurs, chefs de districts et maires le 27 novembre de la même année.

Trois pôles se dessinent qui visent chacun à représenter un large spectre partisan en réunissant tendances islamique, nationaliste et libérale économique. La Coalition pour une Indonésie unie (KIB), réunit le parti Golkar, le Parti du mandat

national (PAN) et le Parti de l'unité et du développement (PPP), lesquels représentent 24 % des votes comptabilisés en 2019. Une autre grande coalition réunira le Mouvement de la grande Indonésie (Gerindra) et le Parti de la justice et de l'étoile (PKB). À la tête de la coalition, le leader du Gerindra et ministre de la Défense, Prabowo Subianto, sera candidat à la présidentielle, après avoir été deux fois vaincu par Joko Widodo. La coalition reste ouverte à une éventuelle alliance avec le gouverneur de Java Centre, Ganjar Pranowo, ou Puan Maharani, présidente du Parlement et fille de l'ancienne présidente, Megawati Sukarnoputri. Celle-ci est l'actuelle dirigeante du Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), au pouvoir et non encore coalisé. Enfin la Coalition du changement (Koalisi Perubahan) pourrait être formée par le parti National démocrate (Nasdem) et le Parti de la justice et de la prospérité (PKS), avec comme candidat potentiel le gouverneur sortant de Jakarta, Anies Baswedan, pour l'instant favori.

Face à ces déclarations de coalition, qui se sont égrenées tout au long du premier semestre, et pour éviter une trop longue polarisation politique et sociale risquant de paralyser le pays, le camp présidentiel a adopté différentes stratégies. La durée de campagne a été réduite à 75 jours, contre plus de 200 pour les précédentes élections. Le président a par ailleurs prétexté la crise socio-économique pour procéder dès le 15 juin à un remaniement ministériel (le septième en date) des postes clés dans le domaine économique. Le ministre du Commerce, Muhammad Lufti, a été remplacé par Zulkifli Hasan, président du Parti du mandat national (PAN), proche de l'organisation musulmane dite moderniste Muhammadiyah, et deux autres cadres de l'organisation ont été nommés au sein du gouvernement. Le ministre des Affaires foncières et de l'aménagement du territoire, Sofyan Djalil, a été remplacé par Hadi Tjahjanto, ancien chef d'état-major des armées nommé sous Jokowi¹¹. Alors que Jokowi ne pourra pas se représenter en 2024, certains analystes ont perçu ces remaniements comme un calcul politique du président pour s'entourer de personnes loyales et contenter les membres de sa coalition, notamment ceux du parti PAN, ainsi que les partisans de la Muhammadiyah¹².

¹¹ Cf. son Portrait dans Gabriel Facal, 2019, « Indonésie – Stratégies électorales et compromis(sions ?) gouvernementales », in Christine Cabasset et Claire Thi Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2019. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok-Paris, IRASEC-Indes Savantes, p. 234.

¹² Alexander R Arifianto, 2022, « Run-up to Indonesia's 2024 Elections. Jokowi's Latest Reshuffle: Stabilising the Ruling Coalition? », *RSIS Commentary*, n° 67, 16 juin.

Du point de vue des dossiers législatifs, qui avaient animé la vie politique tout au long de l'année 2021, le projet de dérégulation des lois encadrant le Code du travail (loi Omnibus, impliquant la réduction des exigences réglementaires pour les permis d'exploitation et les processus d'acquisition de terrains), a été relancé. Le second grand dossier a concerné la révision du Code pénal (KUHP). Le 6 novembre, le Parlement a approuvé des amendements législatifs criminalisant entre nombre d'autres choses les relations sexuelles extra-maritales et le concubinage (sous réserve d'un témoignage de la famille des contrevenants), l'insulte au président, la diffusion de *fake news*¹³... Les Nations unies ont souligné que la réforme était incompatible avec les principes dont l'Indonésie est signataire. Elle comporte en effet des amendements menaçant la liberté d'expression, la vie privée, le droit de manifester, et le fonctionnement sans entrave de la presse¹⁴.

Police : traitement différentiel de la corruption et dysfonctionnements internes

La lutte contre la petite corruption bénéficie d'un certain volontarisme, avec régulièrement des opérations spectaculaires médiatisées à grand fracas, comme en juin, lorsque le remaniement ministériel a abouti à l'éviction du ministre du commerce, Muhammad Lutfi, dans le contexte d'un scandale de corruption portant sur les licences d'exportation et la dérégulation des prix de l'huile de palme (voir *infra*). Toutefois, l'affaiblissement de la Commission de lutte contre la corruption (KPK) ces dernières années a sérieusement entamé la crédibilité du gouvernement dans sa volonté de lutter contre la grande corruption¹⁵.

La police a par ailleurs été au cœur d'une affaire criminelle pleine de rebondissements macabres. Le 8 juillet, le brigadier Nofriansyah Josua Hutabarat, a été torturé puis exécuté au domicile de l'inspecteur général Ferdy Sambo, directeur de la division de contrôle interne de la police nationale. Ce dernier soupçonnait son subalterne d'entretenir une liaison avec son épouse. Cet homicide a entaché la

¹³ Tim Lindsey, « Indonesia's new criminal code isn't just about sex outside marriage. It endangers press and religious freedom », *The Conversation*, 7 décembre 2022.

¹⁴ Sebastian Strangio, « UN Says Indonesia's Revised Penal Code to Have Sweeping Rights Impacts », *The Diplomat*, 12 décembre 2022.

¹⁵ Adriana Pakendek *et al.*, 2022, « Recent understanding of the causes, impacts and deterrent of corruption in Indonesia », *British Journal of Criminology, Law & Justice*, vol. 1(3), p. 206-218.

crédibilité de la police, soupçonnée d'avoir tenté d'étouffer l'affaire tandis que la famille de la victime a rapporté avoir subi des menaces et intimidations, et l'interdiction pour les parents d'ouvrir le cercueil du défunt. Ferdy Sambo a plus tard été arrêté pour avoir ordonné l'assassinat et dissimulé des preuves, puis a été radié de la police. Des soupçons d'activités économiques illégales coordonnées par l'inspecteur général Sambo et impliquant de nombreux hauts gradés, y compris au sein de l'armée, ont accru le scandale et débouché sur des dizaines de mises à pied et mutations¹⁶.

Plusieurs associations de la société civile ont ensuite dénoncé une culture de la violence et de la dissimulation au sein de la police, tandis que Jokowi s'est dit consterné et a formulé le vœu d'un nouveau code de conduite pour les forces de l'ordre. La Commission pour les personnes disparues et les victimes de violences (KontraS) a rappelé que, depuis le début de la pandémie, les violences policières se sont multipliées : entre juin 2020 et mai 2021 la police aurait commis 651 actes violents, dont un nombre important de fusillades, et les 12 mois suivants montrent une recrudescence des violences sexuelles commises par les agents de police¹⁷.

Enfin, dernier scandale en date, le stade de l'équipe Persebaya Surabaya, dans la ville de Malang (Java Est), a été le théâtre de l'un des épisodes les plus sanglants de l'histoire du football. Le 1^{er} octobre, alors que 3 000 supporters de l'équipe défaite avaient envahi le stade, la police a fait un usage disproportionné des gaz lacrymogènes et des supporters ont été passés à tabac avec une rare violence. Surtout, un mouvement de foule a entraîné la mort de plus de 174 personnes et fait 320 blessés ; deux policiers ont perdu la vie. Le ministre coordinateur des Affaires politiques, juridiques et de sécurité, Mahfud FD, a par la suite déclaré que 42 000 tickets avaient été vendus pour 38 000 places disponibles, et que les supporters de Persebaya Surabaya, pour lesquels la vente de tickets était interdite, en avaient pourtant obtenu¹⁸. En concertation avec la FIFA, les autorités ont prévu

¹⁶ Dio Suhenda, « Police credibility on the line as questions abound in fatal shootout probe », *The Jakarta Post*, 20 juillet 2022.

¹⁷ KontraS, « Brutalitas Polisi Makin Menjadi di Tengah Pandemi. Laporan Tahunan Bhayangkara Ke-75 oleh Komisi untuk Orang Hilang dan Korban Tindak Kekerasan » [La brutalité policière s'accroît au cœur de la pandémie. 75^e rapport annuel de la Commission pour les personnes disparues et les victimes de violences sexuelles], 30 juin 2021, <https://kontras.org/wp-content/uploads/2021/06/Laporan-Bhayangkara-ke-75.pdf> ; Rahel Narda Chaterine, « KontraS: Ada 18 Kasus Kekerasan Seksual oleh Oknum Polisi Selama Juli 2021-Juni 2022 » [KontraS: 18 cas de violences sexuelles perpétrées par des policiers entre juillet 2021 et juin 2022], *Kompas.com*, 30 juin 2022.

¹⁸ Rebecca Ratcliffe, David Connett et Adam Fulton, « 125 dead after crowd crush at Indonesian football match », *The Guardian* avec Agence France-Presse et Reuters, 2 octobre 2022.

de détruire le stade et de le reconstruire en fonction des nouvelles normes élaborées par la fédération de football indonésienne suite à cette tragédie. Les efforts porteront sur une meilleure gestion des stades et des groupes de supporters, en vue de l'accueil de la Coupe du monde des moins de 20 ans (U-20) en 2023.

Droits humains : luttes mémorielles et juridiques sur fond d'attaques récurrentes en Papouasie occidentale

Lors de son discours devant l'Assemblée nationale (MPR), le 16 août, veille de la fête nationale, Jokowi a annoncé la signature d'un décret sur la création d'un « Comité de résolution non judiciaire des affaires passées de violations graves des droits de l'Homme ». Celui-ci vise à dédommager les familles des victimes de la douzaine d'affaires non réglées identifiées par la Commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM) et à émettre des recommandations pour en éviter de nouvelles. L'annonce a été critiquée, certains acteurs de la société civile y voyant une tentative de blanchir les responsables sans condamnation juridique et dénonçant le fait que la création du comité ne s'appuie sur aucun cadre légal existant¹⁹.

Les violations des droits humains concernent particulièrement la province de la Papua Ouest, principal théâtre de conflits dans l'Archipel. Début mars dans la préfecture de Puncak, province de Papua Centre, un groupe de la branche armée²⁰ de l'organisation séparatiste Organisasi Papua Merdeka (OPM) a pris d'assaut une tour appartenant à Telkomsel, société de télécommunications détenue majoritairement par l'État, et a assassiné huit techniciens. L'OPM justifie son action en réponse à une application discriminatoire de la loi vis-à-vis de la population papoue, et en réaction à une sous-représentation politique de celle-ci.

C'est surtout à partir de fin juin que la situation s'est envenimée, après l'adoption de la Nouvelle loi d'autonomie spéciale (Otsus) sur la création de trois nouvelles provinces en Papouasie occidentale (Papua Sud, Papua Centre et Hautes Terres de Papua, qui viennent s'ajouter aux deux déjà existantes : Papua Ouest et Papua, sans compter la province de Papua Sud-Ouest, créée en décembre 2022) par le Parlement afin, selon le ministre de l'Intérieur Tito Karnavian, d'améliorer les services publics, de stimuler le développement et de créer davantage de postes de

¹⁹ Nur Janti, « Jokowi draws ire for decree on human rights abuses », *The Jakarta Post*, 19 août 2022.

²⁰ Tentara Pembebasan Nasional Papua Barat, TPN-PB.

fonctionnaires pour la population locale. Les opposants craignent au contraire que cette loi ne diminue l'autonomie de la Papouasie, en affermissant la mainmise d'un petit groupe d'élites locales sur les gouvernements provinciaux et les partis politiques régionaux, et en découplant un peu plus les découpages administratifs des réalités territoriales autochtones. S'opposant à la Loi Otsus, l'Assemblée du Peuple Papou (MRP) – une organisation culturelle qui représente la population autochtone – a organisé de grandes consultations publiques, et le réseau d'ONG du Comité national de Papouasie occidentale, pro-indépendance et non armé, a organisé des manifestations d'ampleur. En juillet, les manifestations ont rassemblé plusieurs milliers de personnes à Oksibil (Hautes Terres de Papua) et deux semaines plus tard, une attaque d'un groupe affilié au TPN-PB a fait 14 morts dans la province de Papua.

Autre séquence tragique, le 1^{er} novembre, la population a été endeuillée par la mort de Filep Karma, activiste favorable à un référendum d'autodétermination de la Papouasie occidentale. Considéré par Amnesty International comme prisonnier d'opinion, il avait été condamné à plusieurs longues peines de prison, notamment en 2004 pour avoir hissé l'« Étoile du matin » (*Bintang kejora*), le drapeau des indépendantistes. Les causes de sa mort restent encore non élucidées, alors que certains craignent un assassinat politique. Au total, presque autant d'attaques qu'en 2021 ont été menées (et elles ont été plus meurtrières, avec 54 victimes contre 34 l'an passé) par des groupes civils armés en Papouasie occidentale, ciblées contre les autorités, les forces de l'ordre ou encore les communautés indonésiennes transmigrantes.

« Pluralisme répressif » selon certains, stratégies progressistes pour d'autres

Fidèle à ses engagements libéraux, le gouvernement a endossé un rôle d'arbitre et de négociateur face aux aspirations concurrentes des différents acteurs de la société civile sur plusieurs fronts. À rebours des pressions exercées depuis plusieurs années par les organisations musulmanes, des radicaux aux modernistes, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Yasonna Hamonangan Laoly, et la ministre de la Condition féminine et la Protection de l'enfance, Gusti Ayu Bintang, ont œuvré pour accélérer le vote de la loi contre les violences faites aux femmes, finalement adoptée le 12 avril. Cette loi fournit un cadre juridique aux victimes leur assurant l'accès à la justice contre le viol, le mariage contraint, l'esclavage sexuel, la contraception ou

la stérilisation forcées, et différentes formes de harcèlement sexuel²¹. La réforme du Code pénal, décrite plus haut, relativise toutefois fortement ces avancées, pourtant réelles, en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

D'autres signaux positifs ont été donnés cette année quant à l'ouverture au pluralisme. L'organisation islamique traditionaliste Nahdlatul Ulama, dont le précédent chef n'est autre que l'actuel vice-président de la République, a dévoilé en janvier la composition de son nouveau conseil central, avec un portfolio incluant des femmes et une représentation élargie par des cadres issus du monde politique.

Par contraste avec ces signaux d'ouverture des organisations musulmanes les plus importantes (en taille), les segments réactionnaires islamiques poursuivent leurs efforts pour recouvrer leur influence politique. En juin, les partisans du Hizbut Tahrir Indonesia (HTI) et l'organisation de la Renaissance du Front de fraternité islamique (FPI-Reborn) – dissous respectivement en 2017 et 2019 – ont déclaré leur soutien à l'ex-gouverneur de Jakarta (oct. 2017-oct. 2022), Anies Baswedan, pour les présidentielles de 2024. Le gouvernement est aussi contraint de composer avec une forte réactivité des personnalités islamiques politisées, lesquelles ont par exemple protesté vivement en mai lorsque les autorités singapouriennes ont refusé de laisser entrer sur leur territoire le prédicateur fondamentaliste et réactionnaire indonésien Abdul Somad. Deux jours plus tôt, le ministère des Affaires étrangères avait dû prendre position pour apaiser les critiques émises par une partie de la communauté musulmane (oumma), de figures politiques et du Conseil des oulémas d'Indonésie (MUI), lorsqu'à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie, l'ambassade du Royaume-Uni à Jakarta avait hissé un drapeau aux couleurs LGBT+.

Poursuivant leurs efforts pour restreindre l'influence des organisations musulmanes radicales les plus politisées, les autorités ont procédé à une série d'arrestations de responsables de l'association Khilafatul Muslimin, promotrice de l'instauration d'un califat, suite à l'organisation de cortèges motorisés dans plusieurs villes du pays début juin. Au demeurant, les menaces de violences terroristes continuent d'être catalysées mais le pays reste vigilant. Le 12 octobre, les autorités organisaient des cérémonies commémoratives, et Jokowi a fait une allocution, afin de rendre hommage aux 202 victimes des bombes déclenchées 20 ans plus tôt dans l'attentat terroriste de Bali.

²¹ CIVICUS, « Indonesia: The Sexual Violence Bill is one step further in claiming the rights of women and children », 19 mai 2022.

Bilan macroéconomique positif mais disparité de la croissance

Huiles de cuisson – une crise aux effets systémiques

Après deux années en berne, les indicateurs économiques sont remontés, avec 5,72 % de croissance prévus en 2022 et 5 % pour 2023. Mais le taux d'inflation a été élevé (environ 4,6 %) et les prix ont connu une hausse dans l'alimentation, le transport et l'immobilier²². La forte demande des consommateurs a plus que compensé la baisse des dépenses publiques, tandis que la demande pour les exportations de matières premières produites par l'Indonésie a soutenu la croissance et généré des recettes fiscales²³.

Toutefois au cours de l'année, le pays a essuyé une crise du prix des carburants, et les prix de l'huile alimentaire ont flambé, suite à de mauvaises récoltes dans le pays et dans certains pays exportateurs, la hausse de la demande en huile de palme brute et des problèmes de logistique liés à la pandémie. En réaction à l'inflation qui s'accroissait déjà avant la guerre en Ukraine, le gouvernement a entrepris début février de verser une subvention aux producteurs d'huile de palme afin qu'ils réservent 20 % de leurs exportations à des acheteurs locaux²⁴. Or, la montée des prix s'est poursuivie, autant que les difficultés pour les consommateurs à se procurer de l'huile alimentaire. En mars et avril, le ministre du Commerce a multiplié les déclarations pour expliquer que la situation était liée au trafic organisé sur l'huile subventionnée par le directeur général du commerce intérieur et trois dirigeants de sociétés de plantations – ce qui a suscité un scandale et des licenciements²⁵.

À la fin du mois, Airlangga Hartarto, ministre coordinateur de l'Économie, a annoncé l'interdiction d'exportation de tous les dérivés de l'huile de palme afin d'en garantir un prix intérieur fixe à 0,97 \$ US le litre. La décision a fait réagir à l'international car l'Indonésie, 16^e économie mondiale, est le principal producteur et exportateur d'huile de palme dans le monde, portant le risque d'augmenter les prix

²² Trading Economics, « Indonesia Inflation rate », <https://tradingeconomics.com/indonesia/inflation-cpi#:~:text=Inflation%20Rate%20in%20Indonesia%20averaged,percent%20in%20March%20of%202020,00,consulté%20le%2017/11/2022>.

²³ *Idem*.

²⁴ *Ibid*.

²⁵ Rosseno Aji, avec Eko Ari Wibowo, « 4 Fakta Kasus Korupsi Minyak Goreng yang Rugikan Negara Rp 18 Triliun » [Quatre faits sur l'affaire de l'huile de cuisson, qui a coûté 18 trillions de roupies [environ 1,1 milliard €] au pays], *Tempo.co*, 3 septembre 2022.

des produits alimentaires à l'échelle mondiale. La situation a aussi suscité des manifestations de petits exploitants agricoles à Jakarta et dans plusieurs autres villes du pays, impactés par l'effondrement des prix de vente et des difficultés à vendre les récoltes, le pays ne consommant qu'un tiers de ce qu'il produit. En réponse, Jokowi a mis fin à l'interdiction d'exportation, après que celle-ci eut permis de reconstituer les stocks d'huile de cuisson, selon le gouvernement²⁶.

De façon plus systémique, pour faire face à l'inflation, la Banque centrale (BI) a augmenté en août ses taux directeurs, une première depuis août 2018²⁷. La crise, si elle a entraîné la précarisation des petits exploitants et des ménages aux revenus modestes, a été parallèlement couplée à l'annonce d'un record historique atteint par le surplus de la balance commerciale pour le mois d'avril 2022 avec 7,56 milliards \$ US, du fait de la hausse mondiale des prix des matières premières²⁸.

Investissements – quelques efforts de diversification pour atténuer la dépendance aux fonds chinois

Les projets infrastructurels, au cœur de l'investissement indonésien depuis le début du premier mandat de Jokowi dès 2014, ont continué à profiter du volontarisme gouvernemental. Le 14 avril, la Indonesia Investment Authority, l'entreprise de fonds souverains du pays, a signé les premiers « pactes d'investissement » à hauteur de 2,7 milliards \$ US pour les travaux des routes à péage sur les îles de Java et de Sumatra. Ces pactes sont conclus avec les entreprises de construction publique indonésiennes Hutama Karya, qui construit la route Trans-Sumatra, et Waskita Toll Road, en charge de la route Trans-Java. La Chine contribue de façon indirecte à tous ces chantiers en injectant 2,99 milliards \$ US dans le fonds souverain d'investissement indonésien, à travers le Fonds des Routes de la soie (Silk Road Fund, SRF)²⁹. Par ailleurs, le chantier du premier train à grande vitesse en Asie du Sud-Est reliant Jakarta à Bandung (mis en œuvre par un consortium sino-indonésien) est en voie

²⁶ Erwida Maulia, « Indonesia to lift palm oil export ban on May 23 », *Nikkei Asia*, 19 mai 2022.

²⁷ Fadhil Haidar Sulaeman, « BI hikes rate for first time since 2018, warns inflation could exceed 5% », *The Jakarta Post*, 23 août 2022.

²⁸ Annonce de l'agence centrale des statistiques (BPS),

²⁹ « China Invests in Indonesian Sovereign Wealth Fund via Silk Road Fund », Sovereign Wealth Fund Institute, 7 avril 2022.

d'achèvement, non sans polémiques récurrentes visant les dépassements de délais et d'investissement prévus³⁰.

Comparé à ces projets, pesant chacun plusieurs milliards de dollars, le pays s'ouvre plus marginalement aux bilatéralismes autres que sino-indonésiens, avec cette année l'octroi d'une subvention de 10,8 millions \$ US par le Royaume-Uni, afin d'aider l'Indonésie dans sa transition vers des transports à faibles émissions de carbone. Fort de ses mandats internationaux, l'Archipel veut aussi donner des signaux de ses ambitions d'investissement dans les technologies modernes, que ce soit dans le numérique, où son marché est de loin le plus important dans la région, mais aussi dans la production des matières premières destinées aux technologies de pointe. Ainsi, le 14 mai, Jokowi a rencontré Elon Musk autour d'un potentiel investissement de Tesla dans l'industrie du nickel en Indonésie (principal producteur, près du quart du volume mondial) pour produire des batteries de voitures électriques³¹. Le pays érigeait déjà en 2019 le développement de l'industrie de la voiture électrique (et la filière du nickel dont dépend cette production) en « priorité nationale ».

L'industrie touristique, autre pilier de l'économie nationale, a repris, avec un record battu (800 millions de visiteurs) pour le tourisme domestique. Pour relancer le tourisme international, qui reprend plus progressivement, un nouveau type de visa a été mis en place pour les ressortissants étrangers, appelé « visa de seconde résidence ». Selon le ministère de la Loi et des Droits de l'homme, celui-ci, d'une validité de cinq à dix ans, s'adresse aux travailleurs internationaux et touristes seniors, dans l'optique d'investir et de mener diverses activités contribuant à l'économie indonésienne³².

³⁰ CNN Indonesia, « Biaya Membengkak, Kereta Cepat Jakarta-Bandung Kekurangan Dana » [Les coûts enflent. Le train à grande vitesse Jakarta-Bandung manque de fonds], 10 novembre 2022.

³¹ Mahinda Arkyasa, « Elon Musk Believes Indonesia Has an “Extremely Exciting Future” », *Tempo.co*, 14 novembre 2022.

³² Ricky Mohammad Nugraha, « Indonesia's Second Home Visa Policy Allows Foreigners to Stay Up to 10 Years », *Tempo.co*, 28 octobre 2022.

Défis écologiques et défis environnementaux

Cette année encore, le pays a été durement touché par les catastrophes naturelles. Le 14 janvier sur l'ouest de Java un séisme de magnitude 6,6 a été suivi de cinq répliques occasionnant les dommages d'une centaine d'infrastructures. Le 25 février, un tremblement de terre de magnitude 6,2 a touché l'ouest de Sumatra, faisant dix victimes. Enfin, le 21 novembre a endeuillé le pays avec un séisme qui a fait 638 victimes dans la région de Cianjur (Java Ouest). Souvent critiqué pour son inaction face aux inondations chroniques affectant Jakarta, le gouvernement du territoire spécial s'est démarqué par son volontarisme, en réservant un budget de 3,63 trillions de roupies (environ 223 millions €) pour contrôler et prévenir davantage les inondations.

Par-delà ces défis conjoncturels et ces réponses localisées, des problèmes plus structurels menacent l'Archipel. Le pays arrive à la limite de l'exploitation de ses ressources fossiles ce qui le contraint à l'importation de pétrole depuis 2004 et bientôt à celle de gaz et de charbon, une ressource dont le pays veut s'émanciper via un plan d'arrêt des usines à charbon. Toutefois, l'investissement dans les énergies renouvelables est encore très faible. Lors du Sommet du G20, Jakarta a pourtant signé un accord intitulé Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), endossé par le G7 et avec un soutien des États-Unis à la hauteur de 20 milliards \$ US, financé par les secteurs public et privé. Le partenariat promet d'accélérer la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables en Indonésie (30 % de diminution des émissions d'ici 2030)³³. Reste à mettre en débat les effets produits par la transition envisagée, par exemple en prenant en compte les effets dévastateurs de l'industrie du nickel – prévue pour alimenter la filière des batteries pour voitures électriques, présentée comme favorisant le développement des énergies renouvelables – sur l'environnement et la santé humaine.

Par ailleurs, l'Indonésie est confrontée à de grandes difficultés de régulation de l'industrie forestière, plus grande source d'émissions de dioxyde de carbone (près de 925 millions de tonnes en 2019). Le gouvernement affirme travailler à l'élaboration d'une stratégie à l'horizon 2030 pour transformer ce secteur et, en

³³ US Embassy and Consulates in Indonesia, « Indonesia and International Partners Secure Groundbreaking Climate Targets and Associated Financing », 16 novembre 2022, <https://id.usembassy.gov/indonesia-and-international-partners-secure-groundbreaking-climate-targets-and-associated-financing/>.

novembre, il a engagé des discussions avec le Brésil et la République démocratique du Congo (totalisant à eux trois 52 % des forêts tropicales primaires) pour former un « OPEP des forêts tropicales », visant à assurer leur conservation³⁴. Siti Nurbaya Bakar, ministre de l'Environnement et des Forêts, s'est par ailleurs impliquée dans des initiatives de coopération bilatérale avec le Royaume Uni, sur le changement climatique, la biodiversité et l'utilisation durable des sols, à travers le projet Forestry and Other Land Use Net Sink 2030.

Sur le volet des pollutions marines en revanche, les effets de la lutte sont moins prometteurs. Le gouvernement visait à réduire de 38,5 % les débris plastiques marins à la fin 2022, et 70 % d'ici 2025. Or, le plan mis en place dans 14 provinces pour payer les pêcheurs à collecter ces ordures en mer a permis d'en récupérer 67 tonnes seulement, contre les 1,3 à 3,2 millions de tonnes de déchets plastiques entrant annuellement dans les eaux indonésiennes (pour un total de 64 millions de tonnes de déchets plastiques produits par l'Indonésie, celle-ci étant le second contributeur mondial en ce domaine). Le Plan national d'action contre les plastiques (NPAP) établi en 2019 est peu contraignant vis-à-vis des producteurs de plastique, technologiquement limité pour traiter les déchets, et la gestion de ceux-ci n'est pas harmonisée entre les provinces³⁵.

La production de la connaissance sur les dégâts et risques environnementaux est restreinte par les pressions accrues menées contre certains chercheurs travaillant sur les catastrophes naturelles et l'environnement³⁶, se manifestant aussi par des expulsions, amendes et interdictions de recherche sanctionnant les scientifiques étrangers travaillant sur la dégradation des sols et de la biodiversité, susceptibles de publier des données allant à l'encontre du discours officiel³⁷. Des écueils transparaissent également dans le projet de loi visant à déplacer la capitale politique jusqu'à la province de Kalimantan Est, dans une nouvelle ville appelée Nusantara. Le président a exprimé son souhait de faire de cette capitale une « ville-forêt », mais

³⁴ Tristan Gaudiaut, « Où les forêts vierges tropicales disparaissent », *Statista*, 14 novembre 2022.

³⁵ Sari *et al.*, 2021, « Reduce marine debris policy in Indonesia », *IOP Conference Series*, n° 724, p. 1-6.

³⁶ Indonesian Caucus for Academic Freedom (KIKAF) et Scholars at Risk (SAR), « Repression of Indonesia's Higher Education Community Threatens Future Progress », 17 mai 2022, <https://www.scholarsatrisk.org/2022/05/repression-of-indonesias-higher-education-community-threatens-future-progress/>.

³⁷ Erik Meijaard et Julie Sherman, « Conservation needs agreement on data and trends », *The Jakarta Post*, 15 septembre 2022.

les militants environnementalistes reprochent la faiblesse des études d'impact et les risques écologiques et sociaux posés par le projet³⁸.

Plus généralement, les défis environnementaux, qui sont pourtant la clé de voûte de la soutenabilité du modèle socio-économique dans lequel est engagé le pays, sont encore loin d'être pris en charge dans le débat public ou dans les programmes électoraux.



Si l'Indonésie n'a pas apporté de solutions de long terme, elle a su rassurer sa population dans un contexte d'inflation et de reprise économique post-pandémie. La méga-coalition gouvernementale, critiquée car intégrant des (ex-)opposants conservateurs voire réactionnaires, a aussi suscité l'expression d'initiatives ministérielles bien reçues par les progressistes. La diplomatie volontaire face à la junte birmane, mais aussi la mobilisation habile de la doctrine du *bebas aktif* (« libre et active »), ont conféré à Jokowi une certaine aura dans un contexte géopolitique tendu. Reste que le panorama politique est assombri par des incertitudes électorales et que le pays est menacé par des vulnérabilités environnementales et énergétiques qui demanderaient dès à présent une intervention et une anticipation très fortes.

³⁸ WALHI *et al.*, « Ibu kota baru buat siapa ? » [La nouvelle capitale, pour qui ?], 2020, <https://www.walhi.or.id/wp-content/uploads/Laporan%20Tahunan/FINAL%20IKN%20REPORT.pdf>.

Fiche Indonésie

Nom officiel : République d'Indonésie

Capitale : Jakarta

Superficie terrestre : 1 916 907 km², 16 056 îles.

Population totale en 2021 (sources : Banque mondiale et Nations unies) : 276,4 millions hab.

Langue officielle : Bahasa Indonesia (indonésien)

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : démocratie, régime présidentiel

Suffrage : universel (à partir de 17 ans)

Chef de l'État : président Joko Widodo (2014-2019 ; réélu octobre 2019)

Vice-président : Ma'ruf Amin (depuis octobre 2019)

Ministre des Affaires étrangères : Retno Lestari Priansari Marsudi (depuis octobre 2014)

Ministre de la Défense : Prabowo Subianto (depuis octobre 2019)

Président de l'Assemblée nationale (MPR-RI) : Bambang Soesatyo (depuis octobre 2019)

Échéances : élections législatives et présidentielles en 2024

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (CIA-*The World Factbook*, est. 2010) : Javanais (40,1 %), Soundanais (15,5 %), Malais (3,7 %), Batak (3,6 %), Madourais (3 %), Betawi (2,9 %), Minangkabau (2,7 %), Bugis (2,7 %), Bantenais (2 %), Banjar (1,7 %), Balinais (1,7 %), Acehnais (1,4 %), Dayak (1,4 %), Sasak (1,3 %), Chinois (1,2 %), autres (15 %).

Religions (CIA-*The World Factbook*, est. 2010) : musulmans (87,2 %), protestants (7 %), catholiques (2,9 %), hindous (1,7 %), autres incluant bouddhistes et confucianistes (0,9 %), non spécifiés (0,4 %).

Chronologie

JANVIER 2022

- 10 • L'ancienne présidente Megawati Soekarnoputri est nommée à la présidence du Conseil de direction de l'Agence nationale de la recherche et de l'innovation (BRIN).
- 18 • Le gouvernement adopte le projet de loi pour déplacer la capitale politique de Jakarta à la province de Kalimantan Est.
- 25 • Le gouvernement annonce les dates des élections générales de 2024.

FÉVRIER 2022

- 23 • Les essais cliniques du vaccin indonésien Merah Putih (« Rouge et blanc », des couleurs du drapeau national) contre le covid-19 commencent. La première dose est injectée à 90 volontaires. Si les essais sont concluants, le vaccin sera utilisé pour la vaccination des enfants et pour les doses de rappel des adultes.

MARS 2022

- 19 • Le gouvernement élabore une stratégie sur la manière de transformer une partie de la forêt en puits de carbone d'ici 2030 : arrêt de la déforestation, amélioration des programmes de foresterie sociaux, réhabilitation des forêts naturelles et industrielles, restauration des mangroves et conservation de la diversité de la faune.

AVRIL 2022

- 12 • Le Parlement adopte le projet de loi de lutte contre les violences sexuelles. La nouvelle loi fournit un cadre juridique aux victimes pour accéder à la justice. Dorénavant, les violences sexuelles seront passibles de 12 ans de prison, et les mariages forcés de 9 ans.
- 28 • Airlangga Hartarto, ministre coordinateur de l'Économie, annonce l'interdiction d'exportation de tous les dérivés de l'huile de palme afin d'en garantir un prix intérieur fixe à 0,97 \$ US le litre.

MAI 2022

- 14 • Le président Jokowi rencontre Elon Musk autour d'un potentiel investissement de Tesla dans l'industrie du nickel en Indonésie pour produire des batteries de voitures électriques.
- 17 • Manifestations de petits exploitants agricoles à Jakarta et dans plusieurs autres villes du pays contre l'interdiction d'exporter de l'huile de palme.

JUIN 2022

- 03 • Un groupe d'organisations composé de la Commission pour les personnes disparues et les victimes de violence (KontraS), de l'Indonesia Corruption Watch (ICW) et de

l'Association pour les élections et la démocratie (Perludem) dénoncent le ministre de l'Intérieur Tito Karnavian auprès de l'Ombudsman (défenseur des droits). Elles protestent contre le mode de nomination des gouverneurs intérimaires en mai, opaque et donnant de façon anticonstitutionnelle un poste à un officier de l'armée.

- 09 • Plus de 80 organisations civiles et étudiantes signent une lettre ouverte au président afin qu'il rende public le dernier projet de révision du Code pénal, avant son adoption prévue lors d'une session plénière du Parlement en juillet.
- 29 - 30 • Le président Jokowi se rend en Ukraine puis en Russie pour rencontrer les dirigeants Zelensky et Poutine. Il se présente comme médiateur en tant que président du G20 en 2022 et comme chef d'un État neutre représentant les intérêts des pays en voie de développement.

JULLET 2022

- 7 - 8 • L'Indonésie accueille la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays du G20 à Bali.

AOÛT 2022

- 03 - 14 • L'Indonésie et les États-Unis organisent leur exercice militaire conjoint annuel « Garuda Shield » sur l'île de Sumatra, pour la plus importante édition depuis sa création en 2009, du fait de l'augmentation du nombre de participants (Australie, Japon, Singapour) et d'observateurs (Canada, France, Inde, Malaisie, Corée du Sud, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Timor-Leste et Royaume-Uni).

SEPTEMBRE 2022

- 1^{er} • Selon la ministre des Affaires étrangères, Retno Marsudi, de fausses offres d'emploi au Cambodge³⁹ ont affecté 119 Indonésiens en 2021, contre 446 de janvier à août 2022. Le gouvernement déclare renforcer la surveillance aux points de sortie du territoire dans le but de dissuader les victimes potentielles.
- 03 • Lors d'une conférence de presse télévisée, le président Jokowi annonce l'augmentation de 30 % des prix des carburants. Cette décision suscite de vives contestations auprès du Parlement.
- 06 • L'Agence nationale du cyberspace et du cryptage (BSSN) enquête sur une fuite de données concernant 105 millions d'Indonésiens. Sous le pseudonyme « Bjorka », un cyberpirate affirme avoir dérobé des millions de documents d'entreprises et d'institutions publiques entre 2017 et 2020, mais également des données personnelles du président.

³⁹ Cf. Adélaïde Martin, « Cambodge. Tensions latentes en temps de crises », dans ce volume.

- 09 • La Banque européenne d'investissement (BEI) ouvre un bureau à Jakarta pour développer ses financements en Asie du Sud-Est, avec comme priorité l'action contre le réchauffement climatique.

OCTOBRE 2022

- 06 • Lors de la 51^e session du Conseil des droits de l'homme à Genève, le représentant permanent de l'Indonésie auprès des Nations unies, Febrian Ruddyard, s'exprime sur la décision de son pays de rejeter une motion sur la Chine en matière de droits humains, justifiée par la volonté indonésienne de ne pas vouloir s'immiscer dans la rivalité sino-américaine.
- 20 • Les autorités sanitaires rappellent cinq marques de sirops contre la toux et la fièvre, à la suite de la mort d'une centaine d'enfants et à plus de 200 cas d'insuffisance rénale sur les 10 derniers mois. L'Agence de surveillance des médicaments et des aliments (BPOM) révèle que ces sirops contiennent des quantités mortelles d'éthylène glycol (EG) et de diéthylène glycol (DEG).

NOVEMBRE 2022

- 02 - 03 • Le Sommet du G20 organise pour la première fois un forum interreligieux, à Bali. Plus de 400 dirigeants et universitaires hindous, bouddhistes, shintoïstes, juifs, chrétiens et musulmans se réunissent pour discuter de la manière dont la religion peut être un facteur de paix à l'échelle mondiale.
- 15 - 16 • Tenue du Sommet du G20 à Bali.
- 21 • Un séisme de magnitude 5,6 fait 638 victimes dans la région de Cianjur (Java Ouest).

DÉCEMBRE 2022

- 05 - 11 • L'Agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB) recense 24 catastrophes ayant affecté l'Archipel sur une vingtaine de départements durant la seule deuxième semaine de décembre : séismes, inondations, et glissements de terrain.
- 06 • Adoption par le Parlement de la réforme controversée du Code pénal (Rancangan Kitab Undang-Undang Hukum Pidana, RKUHP).

Portraits



Yasonna Hamonangan Laoly

Né en 1953 à Nias (Sumatra), il est depuis 2014 le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, devenant le premier membre de l'ethnie Nias à occuper un poste ministériel. Alors qu'il se destinait initialement à la prêtrise, il a finalement entrepris des études en sciences juridiques à l'université de Sumatra Nord et a obtenu un doctorat à l'Université d'État de Caroline du Nord. Après la chute de Suharto en 1998, il s'est tourné vers la politique, d'abord en tant que membre du Parlement de Sumatra Nord (1999-2003), puis du Parlement national (2004-2014).

Nommé ministre à l'issue de la première élection de Jokowi (2014), il a aidé le président à rédiger la Loi sur les organisations de masse (Perppu Ormas), support utilisé pour dissoudre en 2017 l'organisation musulmane d'inspiration frériste, le Hizbut Tahrir Indonesia (HTI) et, en 2019, l'organisation radicale du Front des défenseurs de l'islam (FPI). En 2017, il a annoncé la création d'un comité qui utiliserait des mécanismes non judiciaires pour traiter les violations passées des droits de l'homme, ses détracteurs craignant alors que les victimes et leurs familles ne soient dépossédées des moyens de justice.

Le début de son second ministère en 2019 a été marqué par le soutien public de Laoly en faveur d'un projet de révision du Code pénal (RKUHP). Face aux mobilisations massives engendrées contre le projet, Laoly a démissionné de son poste le 1^{er} octobre mais Jokowi l'a renommé à ses fonctions trois semaines plus tard. La réforme controversée a finalement été adoptée par le Parlement le 6 décembre 2022.



Farwiza Farhan

Récipiendaire du prix TIME-100 Next 2022 dans la catégorie « Leaders », Farwiza Farhan est une des activistes environnementalistes les plus en vue en Indonésie. Ce prix vient récompenser son combat depuis plus d'une décennie pour protéger l'écosystème du massif de Leuser à Aceh. Ce territoire grand de 2,6 millions d'hectares est l'un des derniers sanctuaires où cohabitent tigres, orangs-outans, éléphants, et rhinocéros. Ce haut lieu de la biodiversité est menacé par des projets d'infrastructure à grande échelle et la déforestation exercée par l'industrie du bois et de l'huile de palme – l'Indonésie est en tête de la liste mondiale pour le commerce illégal d'espèces sauvages, l'exploitation de la forêt tropicale et l'établissement de plantations de palmiers à huile en monoculture.

Née dans la ville de Banda Aceh en 1986, Farhan a d'abord étudié la biologie marine à Melbourne, en Australie, puis a obtenu un master en gestion de l'environnement. À la fin de ses études, en 2011, elle a commencé à travailler pour une agence gouvernementale qui défendait le massif de Leuser. En 2012, elle a fondé l'ONG HAKA (Forêt, Nature et Environnement d'Aceh), portant en justice plusieurs cas de litiges écocides contre des industriels de l'huile de palme et contre un projet de barrage. En 2014, elle a entrepris – mais n'a pas encore achevé – une thèse de doctorat en anthropologie culturelle et études de développement à l'Université Radboud (Nimègue, Pays-bas).

Sa formation et son expérience lui permettent d'adopter une approche inclusive pour mener les luttes environnementales, en impliquant les organisations et populations locales. Elle est aussi efficace pour interpellier les autorités, en corrélant les dommages environnementaux à des conséquences économiques néfastes – soulignant par exemple le poids que les inondations et la dégradation de la biodiversité exercent sur les budgets publics.

Son engagement a été récompensé par de multiples prix, comme le National Geographic Wayfinder Award 2022, le Pritzker Emerging Environmental Genius Award 2021, et le Whitley Awards 2016.

Arrêt sur image



Jokowi procède au rituel marquant le lancement de la construction de Nusantara

© AFP photo/Presidential Palace

La relocalisation de la capitale depuis Jakarta jusqu'à la province de Kalimantan Est, dans une nouvelle ville appelée Nusantara (« Archipel »), est annoncée depuis trois ans. Les autorités prévoient qu'elle débutera en 2024 et que sa mise en œuvre durera 15 à 20 ans, mais elles ont peiné à attirer les investisseurs dont elles espèrent qu'ils financeront 80 % des 34 milliards \$ US nécessaires à la mise en place des infrastructures projetées. En mai, le gouvernement s'est engagé par un règlement présidentiel à réserver au moins 65 % de la superficie de la future capitale à la forêt – sur la base d'un reboisement – et 10 % à des terres agricoles. Comme le rappelle régulièrement à ses homologues la ministre de l'Environnement et des forêts, Siti Nurbaya Bakar, l'Indonésie possède environ 92 millions d'hectares de forêts (87,6 millions de forêts primaires et 4,5 millions de forêts secondaires), soit 53 % de la superficie totale du pays. Pour préserver cette ressource, Nusantara s'impose comme un projet phare couplant un volontarisme à la fois environnementaliste et de

progrès technologique. Le président a ainsi exprimé son souhait de faire de la future capitale, dont le projet est critiqué par les défenseurs de l'environnement pour son impact sur un écosystème riche et fragile, une « ville-forêt », dont le fonctionnement serait soutenu par l'intelligence artificielle.